

également que les États-Unis avaient affecté à ces services, en 1957, une somme de 50 millions de dollars, somme que plusieurs commentateurs américains qui s'occupent de cette question ont même trouvée insuffisante.

Je lisais récemment que la France est le pays d'Europe qui a le plus fait, depuis la fin de la dernière guerre, pour favoriser la spécialisation et appliquer des méthodes scientifiques à ses différents domaines agricoles, et l'on affirme que le redressement économique surprenant de la France est intimement lié à ces travaux de recherches.

Ces dernières années, les pays du nord de l'Europe ont non seulement accru considérablement leurs champs de blé, d'orge et d'avoine, mais ont trouvé pour leurs excédents agricoles des formes nouvelles de consommation.

Ce sont là les causes qui expliquent nos problèmes d'excédents; aussi, suis-je d'opinion que si nous ne donnons pas à nos services de recherches des facilités immédiates d'expansion, il ne nous sera pas possible, dans quelques années, de disposer de nos excédents.

Lorsque le ministre du Commerce (M. Churchill), de temps à autre, nous annonce que le Canada a vendu ou donné des quantités considérables de notre production excédentaire agricole à des pays peu évolués, soit sous forme de prêts à long terme ou comme don en vertu du Plan de Colombo, nous nous en réjouissons. Mais là encore, ce n'est qu'un allègement temporaire de nos difficultés.

J'ai eu l'occasion de visiter, au Pakistan et en Inde, des barrages immenses qui permettront, grâce à l'irrigation de terres aujourd'hui incultes, d'obtenir d'ici 10, 15 ou 20 ans une production immense de céréales, et peut-être que ces pays nous feront, à ce moment-là, une vive concurrence sur les marchés du monde.

Nous devons donc trouver, à l'aide de recherches scientifiques, de nouveaux emplois pour les produits agricoles. La science est en voie de résoudre le problème de l'utilisation des excédents agricoles. Nous devons donc emboîter le pas dans ce domaine. Nous avons déjà un excellent bureau de recherches et il n'appartient qu'à nous de lui donner l'impulsion nécessaire.

Nous sommes donc d'avis, de ce côté-ci de la Chambre, que le gouvernement doit se lancer immédiatement et énergiquement dans ce domaine de recherches scientifiques. Au fait, si nous étions au pouvoir aujourd'hui, nous mettrions en œuvre, dès cette année, un organisme de recherches d'envergure.

Nous croyons également que nos experts et spécialistes du gouvernement devraient avoir,

avec ceux des pays étrangers qui font des recherches dans ce domaine, des contacts et des échanges beaucoup plus fréquents afin de pouvoir utiliser sans délai les méthodes les plus nouvelles.

Nous croyons également que, sur le plan strictement fédéral-provincial, des conférences devraient être organisées fréquemment avec des experts et spécialistes des gouvernements provinciaux, afin que toutes les provinces aient accès à l'utilisation de ces données nouvelles.

J'essaie de me mettre au courant autant que possible des problèmes auxquels ont à faire face les fermiers et cultivateurs du pays. Je crois que nous devons changer radicalement notre façon d'envisager ces problèmes; il faut apporter des réformes profondes à toute la question de l'agriculture canadienne.

Le parti libéral est le parti des réformes. Actuellement, il ne peut rien faire d'autre que d'indiquer au gouvernement ce qu'est la situation et lui faire des suggestions d'ordre pratique. Mais un jour viendra où nous proposerons aux fermiers et cultivateurs du pays un plan de réformes agricoles audacieuses, originales, nouvelles et révolutionnaires, et nos collègues des provinces de l'Ouest reviendront beaucoup plus tôt que nos amis d'en face ne l'imaginent et sûrement plus forts qu'ils ne le croient.

En terminant, monsieur le président, je dois dire que j'ai parcouru avec grand intérêt la longue liste des promesses électorales faites par le ministre de l'Agriculture partout au pays lors de la dernière campagne électorale. Il a à peu près tout promis, sauf qu'il a ignoré le domaine le plus important, celui des recherches. C'est donc une indication qu'il n'y attache pas l'importance nécessaire.

A tout événement, nous avons appelé son attention à ce sujet et lors de la prochaine session, nous n'oublierons pas de nous enquerir des progrès qui ont été réalisés dans ce domaine, s'il y en a eu.

**M. Boulanger:** Monsieur le président, en prenant la parole ce matin, plusieurs députés pensent peut-être que je vais répondre au député de Joliette-L'Assomption-Montcalm (M. Pigeon). Qu'ils soient tranquilles, je ne lui ferai pas de publicité pour un discours qui n'en vaut pas la peine.

Monsieur le président, je suis heureux que l'occasion me soit offerte de participer à un débat visant l'administration centrale du ministère de l'Agriculture.

Je me rends pleinement compte qu'en parlant de l'agriculture canadienne, je parlerai au nom de la catégorie de notre population qui représente le principale élément de stabilité dans notre économie, qui est la meilleure